

## Un «AIP-bis» largement insuffisant

# JOURNÉE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE D'ACTION LE 4 MARS

**Même revu et corrigé par le Gouvernement, le projet d'accord interprofessionnel reste largement insuffisant!**

Le texte proposé par le Gouvernement rencontre certaines de nos revendications.

- L'indexation automatique des salaires est maintenue.
- Les allocations sociales seront augmentées comme prévu à raison de 500 millions.
- Les conventions de prépensions spéciales sont prolongées.
- L'indemnisation du chômage économique des ouvriers à 70% (cohabitants) et 75% (isolés, chefs de ménage) est confirmée.

**Ce sont des avancées, mais ce n'est pas assez.**

### Insuffisant

- L'effort prévu pour les salaires les plus bas (+ 10 euros/mois) est insuffisant et une fois encore payé par la collectivité alors que les employeurs continuent à recevoir des cadeaux fiscaux (5 milliards/an d'intérêts notionnels).

**Il faut supprimer ces intérêts notionnels qui plombent le budget de l'Etat sans aucun retour en matière d'emploi!**

### Inacceptable

- Les jeunes en dessous du salaire minimum ne reçoivent rien!
- Les salaires sont bloqués: la marge maximale de 0,3% équivaut à une augmentation de 2,5 euros par mois alors que les entreprises font des bénéfices (+ 37,4 % pour les sociétés du BEL20). Nous voulons pouvoir négocier librement nos salaires dans nos secteurs.
- L'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé comporte de trop faibles avancées pour les ouvriers (préavis à peine allongés alors que nous demandions 3 mois par 5 ans d'ancienneté, jour de carence maintenu).

**C'est par contre un recul inacceptable du statut des employés:**

- o le chômage économique est définitivement autorisé (à charge de la sécurité sociale)
- o les préavis des employés dont le salaire est supérieur à 2.250 euros – c-à-d de la grande majorité - sont rabotés.

**Nous refusons la politique de régression sociale que l'on nous prépare!**

**Sous la pression de l'Europe:**

- notre indexation automatique est toujours menacée: après la Banque Centrale Européenne et Angela Merkel qui veulent la supprimer, c'est notre Banque nationale qui entrouvre une porte pouvant conduire à la remettre en question;
- les menaces se précisent sur notre système de retraite légale;
- on nous prépare un budget d'austérité qui risque de frapper les petits revenus, la sécurité sociale et les services publics alors que les banques sauvées grâce à l'argent de la collectivité redistribuent des bonus extravagants, que les entreprises pompent l'argent public pour accroître leurs bénéfices, que rien n'est fait pour imposer correctement les gros revenus.

**Nous lançons un sérieux avertissement aux employeurs et aux partis de droite. Nous avons déjà fait les frais de la crise. Ce n'est plus à nous de payer.**

**NON A L'AUSTERITE! NON AU RECU SOCIAL!**